



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-05  
Séance du 8 février 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le huit février à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Alexis Viala  
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Filipe Serra pouvoir à M. Philippe Lenoir, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Frédérique Berard

**Absents excusés :** Mme Souhila Gouard

**Absents :** Mme Nathalie Balsan

**Secrétaire de séance :** M. François Petit

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 16

**Absents :** 2

**Procurations :** 5

**Votants :** 21

**Date de convocation et affichage**

2 février 2024

**Objet :** Modification de la tarification des prestations de la crèche

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ, adjoint délégué à l'enfance et jeunesse qui présente la proposition de tarification 2024 pour les prestations de la crèche municipale.

M. Michel PEREZ précise que le barème national des participations familiales établi par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje) bénéficiant de la Prestation de service unique (Psu).

Il précise que la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (C.N.A.F), comme l'an dernier, a uniquement revalorisé le montant du plancher des ressources pour 2024, le montant du plafond et les pourcentages pour le mode de calcul du taux d'effort restent identiques à ceux de 2023.

Conformément à la convention signée entre la commune et la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier et du dispositif C.N.A.F. sur la tarification en multi accueil :

- les couches et l'alimentation sont fournies par l'établissement pour les enfants en accueil régulier et occasionnel,
- il y a lieu de moduler la participation de chaque famille en tenant compte de sa composition et de ses ressources,
- les ressources prises en compte sont celles déclarées à l'administration fiscale pour l'année 2022,  
le mode de calcul reste identique à l'année précédente, (Revenus net imposables annuels du foyer /12) \* taux d'effort selon la composition de la famille (cf. tableau)

Le taux d'effort reste identique ainsi que le plafond, et le plancher est revalorisé :

Exemple : calcul : Revenus annuels (42000 euros/12) \* 0.0619 % si 1 enfant à charge  
= 2.17 € l'heure

Le plancher de ressources mensuelles passe de 754.16 euros en 2023 à 765.77 euros pour 2024. Le plafond de ressources mensuelles reste à 6 000 euros.

Les ressources mensuelles prises en compte varient donc de 765.77 € (nouvelles ressources plancher) et moins, à 6000.00 € (ressources plafond et plus). La tarification est calculée à partir du serveur internet CAFPRO ou à partir de l'avis d'imposition pour les non-allocataires (MSA par exemple.).

- Il s'applique un taux d'effort horaire et linéaire suivant la composition familiale.

Composition de la famille	Taux par heure
1 enfant à charge	0.0619 %
2 enfants à charge	0.0516 %
3 enfants à charge	0.0413 %
4 à 7 enfants à charge	0.0310 %
8 enfants à charge et plus	0.0206 %

- Si la famille ne souhaite pas communiquer ses ressources, il sera appliqué le taux plafond.

Entendu l'exposé de M. Michel PEREZ et sur proposition de M. le maire, le conseil municipal à l'unanimité :

- accepte la tarification présentée,
- donne pouvoir à M. le maire de signer toutes pièces nécessaires à son application.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 8 février 2024.

Roger CAIZERGUES  
Maire



François PETIT  
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.10.2